

# Blockchain for Good : l'histoire méconnue qui conduit de l'ONU à AXIS

Vingt années de réflexion sur le financement du développement africain



Version longue

## **Introduction — De Blockchain for Good aux origines de WinstantGold**

**Blockchain for Good 2026 : une reconnaissance inattendue** — Les 4 et 8 juin 2026, Hervé Lacorne, CEO de Winstant Ltd et cofondateur de WinstantGold, participe à Paris aux journées Blockchain for Good. Pour beaucoup d'observateurs, cette présence semble inscrire WinstantGold dans l'actualité récente des technologies blockchain appliquées au développement durable. Pourtant, l'événement ne marque pas le commencement d'une aventure. Il en constitue plutôt l'aboutissement provisoire. Derrière cette reconnaissance internationale se cache un parcours intellectuel, politique et humain commencé près de vingt ans plus tôt, bien avant que la blockchain ne devienne un sujet de débat mondial.

**Derrière WinstantGold, une histoire beaucoup plus ancienne** — WinstantGold n'est pas né d'une intuition isolée ni du seul génie d'un entrepreneur. Le projet est le résultat d'une longue élaboration associant des responsables politiques, des experts du développement, des partenaires institutionnels et plusieurs personnalités qui ont joué un rôle déterminant dans sa maturation, parmi lesquelles Élie Doté et Hervé Lacorne. Avant la tokenisation des ressources naturelles, il y eut les problématiques du développement local. Avant la blockchain, il y eut les communautés de base. Avant AXIS, il y eut les Programmes Présidentiels de Valorisation des Ressources Naturelles. Et avant les PPV2RN, il y eut une interrogation persistante : comment financer durablement le développement africain sans reproduire indéfiniment les mécanismes de dépendance économique ?

**Retour au début des années 2000** — Pour comprendre la genèse de WinstantGold, il faut revenir au début des années 2000. Les Nations Unies placent alors les Objectifs du Millénaire pour le Développement au cœur de leur action internationale. Dans ce contexte apparaît progressivement le mouvement Sport for Development and Peace, soutenu notamment par Ban Ki-moon, puis Adolf Ogi. L'idée est ambitieuse : utiliser le sport comme instrument de paix, d'éducation, de cohésion sociale et de développement durable. C'est dans cette dynamique que commence le parcours relaté dans cet article. Personne n'imagine alors que cette réflexion sur le financement d'infrastructures destinées aux communautés de base conduira, deux décennies plus tard, à la création de WinstantGold et à son intégration comme premier projet pilote du programme national AXIS en République démocratique du Congo.

## 1. Le temps des OMD et du sport comme outil de développement

### **Une Afrique mobilisée autour des Objectifs du Millénaire pour le Développement**

— En septembre 2000, les Nations Unies adoptent la Déclaration du Millénaire qui donnera naissance aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Pour la première fois, la communauté internationale se fixe des objectifs précis en matière de réduction de la pauvreté, d'accès à l'éducation, de santé, d'égalité entre les femmes et les hommes et de développement humain. L'Afrique devient naturellement l'un des principaux terrains d'application de cette ambition mondiale. Des gouvernements, des agences des Nations Unies, des organisations inter ou non gouvernementales et des acteurs privés se mobilisent autour d'une même conviction : le développement n'est plus seulement une question économique, il concerne directement les populations, les territoires et les communautés de base.

**La naissance du mouvement Sport for Development and Peace** — Au début des années 2000 émerge progressivement une idée qui peut alors sembler surprenante : le sport pourrait devenir un outil de développement durable. Longtemps considéré comme un simple loisir ou un spectacle, il commence à être analysé comme un levier d'éducation, de santé publique, de cohésion sociale et de prévention des conflits. Cette réflexion prend rapidement de l'ampleur au sein du système des Nations Unies. Des programmes pilotes sont lancés dans plusieurs régions du monde afin d'évaluer la capacité du sport à contribuer concrètement à la réalisation des OMD. Peu à peu naît ce qui sera connu sous le nom de Sport for Development and Peace, ou SDP.

**La vision portée par Kofi Annan, Ban Ki-moon, puis Adolf Ogi** — Derrière cette dynamique se trouvent plusieurs personnalités qui jouent un rôle déterminant. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, soutient activement l'idée que le sport peut contribuer aux objectifs de développement et à la promotion de la paix. L'arrivée de Ban Ki-moon à la tête de l'ONU, ce mouvement commence à se développer et s'intègre progressivement dans les grandes politiques internationales de développement. Adolf Ogi, ancien Président de la Confédération suisse, devient Conseiller spécial des Nations Unies pour le Sport au service du Développement et de la Paix et parcourt le monde pour promouvoir cette approche innovante. Pour de nombreux acteurs de terrain, le sport devient alors un instrument reconnu de transformation sociale.

**Mon recrutement dans cette dynamique internationale** — C'est dans ce contexte que je rejoins cette aventure en suivant l'initiative World Sports Alliance, initiée par le Président Alain Lemieux et soutenue Mohammed VI, roi du Maroc. Convaincu depuis longtemps que le développement doit partir des territoires et des communautés de base, je suis appelé à participer à cette dynamique portée par les Nations Unies. Mon implication me conduit progressivement à travailler avec différents gouvernements africains et latino-américains qui acceptent de s'engager dans la promotion du développement par le sport. Cette expérience me permet d'observer de près les attentes de ces gouvernements, les stratégies des agences internationales et les difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit de transformer des objectifs globaux en réalisations concrètes sur le terrain.

### **Une organisation intergouvernementale au service du développement par le sport**

— Cette implication débouche sur une responsabilité particulière lorsque je suis nommé par World Sports Alliance à un poste de responsabilité diplomatique, avec le soutien du Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (UN DESA). L'ambition est alors considérable. Il ne s'agit pas seulement d'organiser des

événements sportifs locaux ou de concevoir programmes éducatifs nationaux. L'objectif consiste à utiliser le sport comme point d'entrée pour développer des infrastructures, renforcer l'insertion des jeunes, favoriser la cohésion sociale et soutenir des stratégies de développement territorial. Pour la première fois, le sport est pensé comme un élément d'une politique publique de développement.

**Pourquoi le sport apparaissait comme un accélérateur du développement local** — Sur le terrain, le sport présente plusieurs avantages qui expliquent l'intérêt qu'il suscite. Il mobilise la jeunesse, facilite le dialogue entre communautés, favorise la participation des populations et permet souvent de dépasser les clivages politiques ou ethniques. Un terrain de sport peut devenir un lieu d'éducation, de santé, de prévention de la violence et d'intégration sociale. Dans plusieurs pays africains, cette approche rencontre un écho favorable auprès des autorités publiques qui y voient un moyen relativement simple de créer du lien social tout en soutenant les objectifs de développement local. Le sport apparaît alors comme un accélérateur capable de fédérer de nombreux acteurs autour de projets communs.

**Les partenariats public-privé comme moteur financier espéré** — Très rapidement cependant, une question s'impose. Les projets peuvent être pertinents, les populations mobilisées et les autorités convaincues, mais leur pérennité dépend du financement. L'idée se développe de recourir à des partenariats public-privé capables d'apporter des ressources nouvelles aux programmes de développement. L'objectif n'est pas seulement de financer des compétitions sportives mais de construire des infrastructures durables : terrains, centres de formation, équipements éducatifs, installations énergétiques ou projets agricoles associés aux besoins des communautés. Pendant plusieurs années, une grande partie de nos efforts porte sur la recherche de ces mécanismes financiers innovants susceptibles de soutenir durablement les initiatives locales.

**Le Burundi comme premier laboratoire** — Parmi les pays où cette réflexion prend une forme concrète figure le Burundi. Sorti d'une longue période de conflit, le pays cherche alors des solutions permettant de stabiliser durablement les territoires et d'offrir des perspectives à la jeunesse. Les projets développés dans ce contexte associent sport, éducation, développement local et infrastructures. Le Burundi devient progressivement un véritable laboratoire d'expérimentation. Nous y testons des approches nouvelles fondées sur la coopération entre institutions publiques, acteurs privés et partenaires internationaux. L'expérience est riche d'enseignements et démontre que les communautés de base sont prêtes à s'approprier des projets ambitieux lorsqu'elles en perçoivent directement les bénéfices.

**Les premiers succès sur le terrain** — Plusieurs initiatives obtiennent des résultats encourageants. Les programmes mobilisent des jeunes, renforcent la visibilité des collectivités locales et contribuent à structurer des partenariats jusque-là inexistantes. Des réseaux de coopération se mettent en place entre administrations, acteurs économiques et organisations de terrain. Ces succès confirment la pertinence de l'approche. Pourtant, ils révèlent également une limite importante. Tant que les projets restent modestes, les financements peuvent être trouvés. Mais dès qu'il s'agit de construire des infrastructures durables, de financer des équipements structurants ou d'envisager des programmes à grande échelle, les difficultés augmentent rapidement.

**La question qui change tout : qui financera durablement les infrastructures ?** — C'est à ce moment, en 2012, qu'apparaît la question qui va progressivement orienter toute la réflexion des années suivantes. Qui financera durablement les infrastructures

nécessaires au développement des communautés de base africaines ? Les États disposent de moyens limités. Les bailleurs internationaux financent certains programmes mais selon des priorités qui ne coïncident pas toujours avec les besoins locaux. Les partenariats privés se heurtent souvent à des contraintes institutionnelles ou financières. Peu à peu, une interrogation plus profonde émerge. Pourquoi des pays disposant de ressources naturelles considérables doivent-ils rechercher à l'extérieur les moyens de financer leurs écoles, leurs centres de santé, leurs infrastructures sportives ou leurs équipements énergétiques ? Cette question, encore diffuse à l'époque, deviendra en septembre 2012 le point de départ d'une réflexion beaucoup plus vaste sur les ressources naturelles, la souveraineté économique et les futurs Programmes Présidentiels de Valorisation des Ressources Naturelles.

## 2. Le mur invisible : les limites du modèle de financement international

**Lorsque les projets deviennent structurels** — Au cours des premières années, les initiatives portées dans le cadre du Sport for Development and Peace rencontrent un accueil relativement favorable. Les programmes de jeunesse, les activités éducatives, les actions de sensibilisation ou les manifestations sportives s'intègrent naturellement dans les priorités affichées par les bailleurs internationaux. Les difficultés apparaissent lorsque les projets changent d'échelle. Dès lors qu'il devient question de construire des infrastructures permanentes, de créer des mécanismes économiques durables ou de financer des équipements capables de transformer durablement un territoire, les procédures se compliquent. Les interlocuteurs changent, les délais s'allongent et les résistances deviennent progressivement visibles.

**Le passage des activités aux infrastructures** — Cette évolution révèle une distinction fondamentale. Financer une activité temporaire est une chose. Financer une infrastructure capable de modifier durablement les équilibres économiques d'un territoire en est une autre. Un tournoi sportif, un programme éducatif ou une campagne de sensibilisation mobilisent des budgets limités et des engagements de courte durée. En revanche, la construction d'un centre sportif, d'un réseau énergétique local, d'un complexe éducatif ou d'un équipement structurant suppose des investissements plus importants et une vision de long terme. C'est précisément au moment où nous cherchons à franchir ce seuil que les difficultés deviennent les plus visibles.

**Les résistances rencontrées** — Au départ, ces obstacles semblent purement techniques. Les procédures administratives sont longues, les financements tardent à être débloqués et les négociations deviennent plus complexes. Mais à mesure que les expériences se multiplient, notamment au Burundi, une autre réalité apparaît. Les blocages ne concernent pas uniquement la faisabilité des projets. Ils touchent également leur capacité à générer une forme d'autonomie économique. Plus un projet semble susceptible de produire des ressources durables ou de renforcer les capacités locales de financement, plus il semble rencontrer de difficultés. Ce constat demeure encore intuitif, mais il marque le début d'une réflexion qui ne cessera de s'approfondir.

**Les contraintes héritées de Bretton Woods** — Progressivement, les difficultés rencontrées conduisent à élargir l'analyse. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une grande partie du financement du développement international est organisée autour des institutions issues de Bretton Woods. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les grandes banques de développement jouent un rôle essentiel dans les politiques économiques des pays en développement. Ces institutions ont permis de financer de nombreux programmes utiles. Mais elles contribuent également à structurer un cadre dans lequel les États disposent souvent de marges de manœuvre limitées. Les priorités budgétaires, les mécanismes de financement et les stratégies d'investissement demeurent largement influencés par des décisions prises en dehors des territoires concernés.

**Pourquoi certains projets semblaient tolérés et d'autres bloqués** — Une interrogation commence alors à émerger. Pourquoi certaines initiatives reçoivent-elles un soutien relativement rapide tandis que d'autres paraissent susciter davantage de réserves ? Avec le recul, une hypothèse s'impose progressivement. Les projets à vocation sociale ou humanitaire sont généralement compatibles avec les mécanismes traditionnels de l'aide internationale. En revanche, les projets susceptibles de créer des capacités autonomes de financement, de renforcer les ressources propres des États ou de

modifier durablement les équilibres économiques locaux semblent plus difficiles à mettre en œuvre. Cette observation ne conduit pas à une théorie du complot. Elle révèle simplement l'existence de logiques institutionnelles qui privilégient certaines formes de développement plutôt que d'autres.

**Le paradoxe africain : richesse potentielle et dépendance financière** — Au même moment, une contradiction devient de plus en plus difficile à ignorer. Les pays dans lesquels nous travaillons disposent souvent de ressources naturelles considérables. Le Burundi, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et plusieurs autres États africains possèdent des richesses minières, agricoles, forestières ou énergétiques importantes. Pourtant, leurs gouvernements demeurent confrontés à des difficultés budgétaires chroniques et à une forte dépendance vis-à-vis des financements extérieurs. Comment expliquer qu'un continent aussi riche en ressources doive continuellement rechercher à l'extérieur les moyens de financer son développement ? Cette question devient progressivement le cœur de notre réflexion.

**Une interrogation nouvelle sur la souveraineté économique** — Jusqu'alors, notre travail portait essentiellement sur le développement local, la jeunesse, le sport et les infrastructures communautaires. Peu à peu, une autre dimension apparaît. Les difficultés rencontrées ne relèvent plus seulement du financement des projets. Elles renvoient à la capacité même des États à décider de leur avenir économique. Derrière les questions budgétaires se profile un enjeu beaucoup plus vaste : celui de la souveraineté économique. Un pays peut-il être véritablement souverain s'il dépend durablement de ressources financières extérieures pour financer ses infrastructures essentielles ? Cette interrogation devient progressivement le fil conducteur des années qui suivent.

**Des expériences dispersées qui commencent à converger** — Les missions conduites au Burundi, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et dans d'autres pays africains cessent progressivement d'apparaître comme des expériences indépendantes. Derrière la diversité des contextes, une même structure devient visible. Partout se retrouvent les mêmes difficultés de financement, les mêmes contraintes institutionnelles, les mêmes dépendances extérieures et les mêmes paradoxes liés à la valorisation des ressources naturelles. Ce qui apparaissait au départ comme une série de problèmes locaux prend alors la forme d'une question continentale. C'est précisément à ce moment que le regard commence à se déplacer du développement vers la souveraineté, puis de la souveraineté vers les ressources naturelles elles-mêmes. En cette année fondatrice 2012, ce déplacement intellectuel conduira aux conversations de Bangui.

### 3. Bangui 2012 : la première étincelle

**Une mission qui ne se déroule pas comme prévu** — En septembre 2012, rien ne laisse présager que l'une de mes missions en République centrafricaine va profondément modifier l'orientation de mon engagement. À cette époque, les réflexions restent encore largement centrées sur les problématiques de développement local, les infrastructures communautaires et les mécanismes de financement susceptibles de soutenir les initiatives portées dans le prolongement du mouvement Sport for Development and Peace. Comme beaucoup d'autres déplacements effectués sur le continent, cette mission devait permettre de rencontrer les autorités exécutives afin d'explorer de nouvelles perspectives de coopération. Pourtant, compte tenu d'un contexte politique tendu, les événements vont prendre une direction inattendue et ouvrir un champ de réflexion entièrement nouveau.

**L'attente d'une audience présidentielle** — Au cours de ce séjour à Bangui, une audience présidentielle est programmée. Comme cela arrive fréquemment dans la vie politique africaine, les contraintes d'agenda imposent plusieurs heures d'attente. Ce qui pourrait apparaître comme un simple contretemps va se révéler décisif. Loin des réunions officielles, des protocoles et des présentations préparées, cette période d'attente crée un espace rare de discussion libre et approfondie. Dans le calme du jardin où nous nous retrouvons, les échanges s'éloignent progressivement des préoccupations immédiates pour aborder des questions beaucoup plus fondamentales concernant l'histoire économique du continent africain et les conditions réelles de son développement.

**Les conversations dans le jardin de Bangui** — Ces conversations constituent rétrospectivement l'un des moments les plus importants de tout le parcours qui conduira plus tard aux PPV2RN puis à WinstantGold. Pendant de nombreuses heures, sur plusieurs jours, les discussions portent sur les expériences accumulées depuis les indépendances africaines, les stratégies de développement mises en œuvre depuis les années 1960 et les résultats parfois décevants obtenus malgré l'abondance des ressources naturelles. Peu à peu, les échanges quittent le terrain des projets particuliers pour s'intéresser aux mécanismes structurels qui conditionnent la capacité des États africains à financer leur propre développement. Pour la première fois, les questions de souveraineté économique prennent le pas sur les seules questions de financement.

**La rencontre avec un ancien Premier ministre et économiste du développement** — Parmi les personnes présentes figure Élie Doté, ancien Premier ministre de la République centrafricaine, économiste et expert des mécanismes du développement africain. Son expérience gouvernementale, sa maîtrise des questions économiques, du développement rural, et sa connaissance des institutions financières internationales apportent une profondeur particulière aux échanges. La conversation dépasse rapidement les analyses habituelles pour revenir à une interrogation essentielle : pourquoi tant de pays riches en ressources demeurent-ils dépendants de financements extérieurs pour assurer leur développement ? Cette rencontre marque le début d'une collaboration intellectuelle qui jouera un rôle déterminant dans les années suivantes.

**Repenser cinquante années de développement africain** — Les discussions conduisent progressivement à revisiter plusieurs décennies de politiques de développement. Depuis les indépendances, l'Afrique a expérimenté des modèles variés : industrialisation dirigée par l'État, ajustements structurels, programmes de lutte contre la pauvreté, coopération internationale, partenariats public-privé ou encore investissements directs étrangers. Chacune de ces approches a produit des

résultats parfois significatifs mais rarement capables de résoudre durablement la question de l'autonomie économique. Un constat s'impose alors : malgré les efforts accomplis, le financement du développement africain continue de dépendre largement de ressources extérieures. Cette dépendance apparaît désormais comme un problème central plutôt que comme une simple contrainte technique.

**Pourquoi les ressources naturelles deviennent le sujet central** — C'est à ce moment que les ressources naturelles s'imposent progressivement comme le cœur du débat. Les pays africains disposent d'immenses réserves minières, forestières, agricoles et énergétiques. Pourtant, ces richesses ne se traduisent pas automatiquement par une capacité équivalente à financer le développement national. La valeur créée par ces ressources semble souvent captée ailleurs, dans les circuits de transformation, de financement ou de commercialisation internationaux. Une idée commence alors à prendre forme : le véritable problème n'est peut-être pas l'absence de ressources mais l'absence de mécanismes permettant de transformer ces ressources en instruments de développement et de souveraineté.

**La question fondatrice : comment faire financer l'Afrique par ses propres richesses ?** — Au fil des échanges, une formulation simple émerge progressivement et va structurer toute la réflexion future : comment faire financer l'Afrique par ses propres richesses ? La question paraît évidente. Pourtant, elle marque une rupture profonde avec les approches traditionnelles. Jusqu'alors, l'essentiel des réflexions portait sur la recherche de financements extérieurs destinés à soutenir le développement. Désormais, le raisonnement s'inverse. Il ne s'agit plus de demander comment attirer davantage de ressources financières étrangères, mais comment mobiliser les ressources déjà présentes sur le territoire afin qu'elles deviennent elles-mêmes les moteurs du développement économique et social.

**La naissance de l'idée des Programmes Présidentiels de Valorisation des Ressources Naturelles** — C'est dans ce contexte qu'apparaît pour la première fois l'idée qui deviendra plus tard celle des Programmes Présidentiels de Valorisation des Ressources Naturelles. L'intuition est simple dans son principe mais ambitieuse dans ses implications. Les ressources naturelles ne doivent plus être considérées uniquement comme des matières premières destinées à l'exportation. Elles doivent devenir les fondements d'une stratégie nationale de création de valeur, de financement du développement et de renforcement de la souveraineté économique. Pour la première fois, un cadre conceptuel commence à émerger afin d'articuler ressources naturelles, infrastructures, développement local et politiques publiques.

**Du constat à l'esquisse d'une solution** — Les conversations de Bangui ne produisent pas immédiatement un modèle opérationnel. Elles ouvrent cependant un espace intellectuel nouveau. L'enjeu n'est plus seulement de dénoncer les limites des mécanismes existants mais de construire une alternative. Progressivement se dessinent les premiers éléments d'une architecture capable de relier les ressources naturelles à des objectifs de développement territorial. Les infrastructures destinées aux communautés de base, qui constituaient le point de départ de la réflexion, retrouvent leur place dans un cadre beaucoup plus vaste où les ressources nationales deviennent le point de départ du financement plutôt que sa conséquence.

**La fin d'une période de critique et le début d'une période de construction** — Avec le recul, Bangui 2012 marque une frontière intellectuelle. Les années précédentes avaient été consacrées à observer, expérimenter et identifier les limites des modèles existants. À partir de cette rencontre commence une nouvelle phase. La question n'est plus de

comprendre pourquoi certaines politiques de développement échouent mais de concevoir les mécanismes susceptibles de réussir. Les ressources naturelles deviennent progressivement le centre de la réflexion. La souveraineté économique cesse d'être une notion abstraite pour devenir un objectif concret. Les futures réflexions sur les Programmes Présidentiels de Valorisation (PPV), les Programmes de Valorisation Raisonnée des Ressources Naturelles (PPV2RN), la numérisation des actifs et finalement WinstantGold trouvent leur origine dans ces journées particulières passées à Bangui, où une simple attente présidentielle s'est transformée en première étincelle d'un projet appelé à évoluer pendant plus d'une décennie.

#### 4. Les PPV : de l'intuition à l'architecture

**Pourquoi une idée ne suffit pas** — Les journées d'attente à Bangui avaient permis de formuler une question nouvelle et d'entrevoir une direction possible. Mais une intuition, aussi pertinente soit-elle, ne constitue pas une politique de développement. Entre une idée et sa mise en œuvre se trouvent des contraintes institutionnelles, financières, juridiques et opérationnelles considérables. Au lendemain des échanges de 2012, le défi consiste donc à transformer une réflexion encore largement conceptuelle en une architecture susceptible d'être comprise par les décideurs publics, soutenue par les partenaires économiques et appliquée dans des contextes nationaux très différents. Une nouvelle phase commence : celle de la construction méthodique d'un modèle.

**Les premiers schémas de valorisation des ressources naturelles** — Les travaux engagés dans les mois qui suivent visent à répondre à une question simple : comment transformer une ressource naturelle en instrument de développement ? Les premières esquisses cherchent à relier les richesses du sous-sol et du territoire aux besoins concrets des populations. L'objectif n'est plus uniquement d'extraire ou d'exporter des matières premières mais d'organiser des mécanismes permettant de convertir une partie de leur valeur future en investissements utiles au présent. Peu à peu apparaissent les premiers schémas de valorisation articulant ressources naturelles, infrastructures, financement et développement local dans une même logique économique.

**Mines, forêts, agriculture et énergie dans une même logique** — L'une des avancées importantes de cette période consiste à dépasser les approches sectorielles traditionnelles. Les réflexions ne portent plus uniquement sur les ressources minières. Les forêts, les terres agricoles, les ressources hydrauliques et les potentiels énergétiques sont progressivement intégrés dans un cadre unique d'analyse. Derrière leur diversité, ces actifs présentent une caractéristique commune : ils représentent des richesses réelles susceptibles de soutenir le développement national lorsqu'elles sont correctement identifiées, valorisées et gouvernées. Cette approche globale constitue une rupture avec les modèles qui traitent chaque secteur indépendamment des autres.

**Le principe de préfinancement du développement** — Une idée centrale émerge alors progressivement. Plutôt que d'attendre que les ressources soient exploitées puis que leurs revenus soient redistribués, pourquoi ne pas utiliser leur potentiel économique comme levier de financement du développement ? Ce raisonnement conduit au concept de préfinancement. Les ressources naturelles cessent d'être perçues comme de simples produits d'exportation futurs. Elles deviennent des actifs stratégiques susceptibles de soutenir des investissements structurants dès lors que leur valeur est correctement reconnue et organisée. Cette approche ouvre la voie à des mécanismes entièrement différents de ceux qui dominent habituellement le financement du développement.

**Les infrastructures comme finalité** — Malgré l'évolution de la réflexion, la finalité demeure inchangée. Depuis les premières expériences du Sport for Development and Peace, la question centrale reste celle des infrastructures nécessaires aux communautés de base. Écoles, centres de santé, équipements sportifs, réseaux énergétiques, infrastructures agricoles ou systèmes d'accès à l'eau continuent de constituer l'objectif concret recherché. Les ressources naturelles ne deviennent pas une fin en soi. Elles apparaissent comme les instruments permettant de financer durablement les

équipements dont les populations ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie et renforcer leurs capacités de développement.

**Les communautés de base comme bénéficiaires** — Cette orientation distingue profondément les futurs PPV des modèles purement extractifs. La logique développée n'a jamais consisté à maximiser les revenus tirés des ressources naturelles pour eux-mêmes. L'objectif demeure le développement territorial et l'amélioration des conditions de vie des populations. Les communautés de base restent au centre du dispositif. Les ressources naturelles sont envisagées comme des moyens permettant de financer des projets concrets au bénéfice des territoires. Cette préoccupation héritée du Sport for Development and Peace demeure l'un des fils conducteurs qui relie les premières réflexions des années 2000 aux développements ultérieurs.

**Les premiers arbitrages stratégiques** — À mesure que le modèle se précise, plusieurs choix stratégiques doivent être effectués. Faut-il privilégier les ressources minières ou adopter une approche multisectorielle ? Comment associer les investisseurs privés sans compromettre les objectifs de souveraineté ? Quel rôle attribuer aux institutions publiques dans la gouvernance du dispositif ? Comment articuler les besoins immédiats des populations avec les contraintes de long terme liées à la valorisation des ressources ? Ces questions alimentent de nombreux échanges et contribuent à structurer progressivement l'architecture des futurs programmes.

**La question du contrôle des chaînes de valeur** — Les travaux conduisent également à une prise de conscience importante. Le problème ne réside pas uniquement dans la possession des ressources mais dans le contrôle des chaînes de valeur qui leur sont associées. Une ressource peut être abondante tout en générant peu de bénéfices pour le pays qui la détient si les mécanismes de transformation, de financement, de certification ou de commercialisation sont contrôlés ailleurs. Cette observation conduit à élargir la réflexion au-delà de l'extraction elle-même. La création de valeur devient un processus complet qui implique la maîtrise de plusieurs maillons stratégiques souvent situés en dehors du territoire national.

**Le rôle des États dans la gouvernance du dispositif** — Cette réflexion conduit naturellement à redéfinir la place de l'État. Les ressources naturelles concernées sont des actifs stratégiques dont la gestion engage l'avenir économique du pays. Dès lors, leur valorisation ne peut être abandonnée aux seules forces du marché ni dépendre exclusivement d'acteurs extérieurs. L'État apparaît progressivement comme l'acteur central capable d'assurer la cohérence du dispositif, de protéger les intérêts nationaux et de garantir que les bénéfices générés contribuent effectivement au développement du territoire. C'est cette conviction qui conduira plus tard à qualifier ces mécanismes de « présidentiels », soulignant leur dimension stratégique et nationale.

**Des PPV aux Programmes Présidentiels de Valorisation des Ressources Naturelles** — Au terme de cette période de maturation, l'intuition née à Bangui commence à prendre une forme institutionnelle plus précise. Les premiers schémas évoluent progressivement vers ce qui deviendra les Programmes Présidentiels de Valorisation des Ressources Naturelles. Derrière cette appellation se trouve une ambition claire : placer les ressources naturelles au cœur d'une stratégie nationale de développement, de financement des infrastructures et de renforcement de la souveraineté économique. Le projet demeure encore largement théorique, mais ses fondations sont désormais posées. Une nouvelle étape va bientôt commencer, celle qui conduira des PPV aux PPV2RN et préparera l'entrée du numérique dans cette architecture en construction.

## 5. Des PPV aux PPV2RN : le changement d'échelle

**Pourquoi la première génération devait évoluer** — Les premiers Programmes Présidentiels de Valorisation constituaient une avancée importante par rapport aux approches classiques du développement. Ils permettaient de relier les ressources naturelles aux besoins des territoires et de replacer l'État au cœur de la stratégie de création de valeur. Cependant, à mesure que les travaux progressent, leurs limites apparaissent également. Les schémas initiaux restent principalement centrés sur la mobilisation des ressources physiques. Ils répondent partiellement à la question du financement des infrastructures mais abordent encore insuffisamment les problématiques de souveraineté économique, de gouvernance des actifs et de maîtrise des chaînes de valeur. Une évolution devient nécessaire afin de répondre à des enjeux désormais beaucoup plus vastes.

**L'expérience centrafricaine et congolaise** — Les réflexions engagées en République centrafricaine trouvèrent des prolongements inattendus dans d'autres pays, notamment en République démocratique du Congo. Les deux États présentent des caractéristiques différentes mais partagent plusieurs réalités fondamentales : une richesse exceptionnelle en ressources naturelles, des besoins considérables en infrastructures et une dépendance persistante vis-à-vis des financements extérieurs. L'intervention d'entrepreneurs de talent, les échanges menés avec des responsables politiques, des experts du développement et des acteurs économiques permettent de confronter les premières hypothèses aux réalités du terrain. Cette phase est essentielle car elle transforme progressivement une construction théorique en une réflexion adaptée aux contraintes concrètes des États africains.

**Le détour par le modèle chinois** — Au cours de cette période, l'attention se porte également sur l'expérience chinoise en Afrique. Depuis le début des années 2000, Pékin développe de nombreux partenariats fondés sur un principe relativement simple : associer l'exploitation de ressources naturelles à la réalisation d'infrastructures. Routes, barrages, chemins de fer, réseaux énergétiques ou équipements publics sont financés dans le cadre d'accords de long terme adossés à des ressources stratégiques. Pour de nombreux observateurs africains, cette approche apparaît comme une alternative aux mécanismes traditionnels de financement du développement. Elle mérite donc d'être étudiée avec attention.

**Ce que les accords sino-africains ont révélé** — L'analyse de ces expériences met en évidence plusieurs enseignements importants. D'une part, les ressources naturelles peuvent effectivement servir de support à des mécanismes de financement capables de produire rapidement des infrastructures structurantes. D'autre part, les accords conclus démontrent qu'il existe des alternatives aux schémas fondés exclusivement sur l'endettement classique ou l'aide internationale. Pour la réflexion engagée autour des futurs PPV2RN, cette observation est fondamentale. Elle confirme qu'il est possible de concevoir des modèles dans lesquels les ressources naturelles participent directement au financement du développement national plutôt que d'intervenir uniquement après leur exploitation.

**Ce qu'ils ne permettaient pas de résoudre** — Toutefois, ces expériences révèlent également leurs limites. Les accords sino-africains restent généralement construits autour de relations bilatérales où la technologie, le financement, l'ingénierie et parfois même l'exploitation des ressources demeurent largement contrôlés par des acteurs extérieurs. Ils permettent de financer des infrastructures mais ne répondent pas entièrement à la question de la souveraineté économique. Comment garantir que la

valeur créée reste durablement maîtrisée par les États concernés ? Comment construire des capacités nationales autonomes plutôt que de simples mécanismes de financement ? Ces interrogations conduisent progressivement à dépasser le modèle observé pour rechercher une solution plus adaptée aux ambitions africaines.

**La nécessité d'un modèle africain** — Cette réflexion conduit à une conviction de plus en plus forte : l'Afrique doit élaborer son propre modèle de valorisation des ressources naturelles. Il ne s'agit ni de reproduire les mécanismes hérités de Bretton Woods ni de copier intégralement les accords développés par d'autres puissances économiques. Les réalités africaines imposent une approche spécifique prenant en compte les besoins des populations, la place de l'État, les exigences de souveraineté et la diversité des ressources disponibles. Cette recherche d'un modèle africain devient progressivement le moteur intellectuel de l'évolution des PPV vers une nouvelle génération de programmes.

**La montée en puissance du concept PPV2RN** — C'est dans ce contexte qu'émerge progressivement le concept de Programme Présidentiel de Valorisation Raisonnée des Ressources Naturelles, ou PPV2RN. Le terme « raisonnée » n'est pas anodin. Il traduit la volonté de dépasser une logique purement extractive pour inscrire les ressources naturelles dans une stratégie globale de développement durable, de gouvernance et de création de valeur. Le PPV2RN ne vise pas seulement à exploiter des ressources. Il cherche à organiser leur valorisation de manière cohérente afin qu'elles contribuent directement au financement du développement, à la modernisation des infrastructures et au renforcement des capacités nationales.

**Ressources naturelles, développement et souveraineté** — Avec le PPV2RN, la question des ressources naturelles cesse définitivement d'être un simple sujet économique. Elle devient un enjeu de souveraineté. Les ressources sont désormais envisagées comme des actifs stratégiques capables de soutenir le développement national tout en renforçant l'autonomie décisionnelle de l'État. Cette évolution constitue une rupture importante par rapport aux approches précédentes. Le développement n'est plus uniquement une question d'investissements ou d'assistance internationale. Il devient le résultat d'une capacité à transformer les richesses nationales en instruments de puissance économique, financière et institutionnelle.

**L'intégration progressive des dimensions financières** — À mesure que le concept s'affine, les dimensions financières occupent une place croissante dans les travaux. La valorisation des ressources suppose en effet la création de mécanismes capables de reconnaître leur valeur, de la sécuriser et de la mobiliser au bénéfice des politiques publiques. Les réflexions portent alors sur la certification des actifs, les structures de gouvernance, les mécanismes de financement et les infrastructures nécessaires à leur mise en œuvre. Cette évolution prépare progressivement l'entrée d'un nouvel acteur dans l'histoire : le numérique. Car très vite, une question apparaît. Comment sécuriser, tracer et administrer efficacement des actifs aussi complexes à l'échelle d'un État ?

**Une architecture désormais cohérente** — À la fin de cette période, les éléments essentiels du PPV2RN sont en place. Les ressources naturelles sont identifiées comme des actifs stratégiques. Le développement des infrastructures demeure la finalité recherchée. Les communautés de base restent les bénéficiaires ultimes. L'État est reconnu comme garant de la gouvernance du système. La souveraineté économique devient l'objectif structurant. Il manque encore un élément décisif : l'infrastructure capable d'assurer la traçabilité, la certification et la sécurisation de l'ensemble du dispositif. Cette question ouvrira la phase suivante de l'histoire, celle où la révolution

numérique viendra rencontrer les intuitions nées quelques années plus tôt dans le jardin de Bangui.

## 6. La seconde étincelle : le numérique entre en scène

**Bangkok et les premières réflexions sur la finance numérique** — Alors que les PPV2RN atteignent progressivement un niveau de maturité conceptuelle satisfaisant, une nouvelle question apparaît. Comment administrer des actifs potentiellement répartis sur plusieurs territoires, plusieurs secteurs économiques et plusieurs générations de projets ? Au cours des années 2010, les débats internationaux sur la finance numérique, la dématérialisation des actifs et les nouvelles infrastructures financières attirent de plus en plus l'attention. Lors de plusieurs échanges en Asie, notamment à Bangkok, l'idée commence à émerger que la révolution numérique pourrait apporter des réponses à certaines difficultés rencontrées dans la gouvernance des ressources naturelles. Pour la première fois, le numérique n'est plus perçu comme un simple outil technique mais comme un élément structurant de l'architecture future.

**La rencontre des ressources naturelles et de la tokenisation** — À cette époque, la blockchain commence à sortir progressivement du seul univers des cryptomonnaies. Des chercheurs, des entrepreneurs et des institutions explorent de nouveaux usages liés à la certification, à la traçabilité et à la représentation numérique des actifs réels. Ces travaux suscitent un intérêt particulier car ils rejoignent plusieurs préoccupations déjà présentes dans les PPV2RN. Comment identifier un actif ? Comment certifier son existence ? Comment suivre sa valorisation dans le temps ? Comment créer des mécanismes de confiance partagés ? Peu à peu, l'idée apparaît que les ressources naturelles pourraient bénéficier de ces nouvelles infrastructures numériques capables de relier le monde physique et le monde de l'information.

**Le rôle d'Élie Doté** — Dans cette nouvelle phase, Élie Doté continue de jouer un rôle essentiel. Depuis Bangui 2012, sa réflexion porte sur les mécanismes permettant de transformer les ressources naturelles en instruments de développement et de souveraineté économique. Son expérience d'ancien Premier ministre, sa connaissance des institutions financières internationales et sa maîtrise des problématiques de gouvernance permettent d'éviter un écueil majeur : celui de considérer la technologie comme une solution en elle-même. Les échanges conduits au cours de cette période rappellent constamment que la finalité demeure le développement des populations et le renforcement des capacités des États. Le numérique n'est envisagé que comme un moyen de sécuriser et d'amplifier une stratégie déjà définie.

**Le rôle d'Hervé Lacorne** — C'est également à ce moment que l'apport d'Hervé Lacorne devient déterminant. Entrepreneur spécialisé dans les technologies numériques et l'innovation financière, il apporte une expertise complémentaire à la réflexion engagée depuis plusieurs années. Là où les PPV2RN ont permis de définir les objectifs économiques et politiques, les technologies numériques offrent désormais la possibilité d'envisager leur mise en œuvre opérationnelle à grande échelle. Les échanges entre les différentes compétences réunies autour du projet permettent progressivement de construire un langage commun entre développement, souveraineté économique, ingénierie financière et innovation technologique.

**Bangui 2017 : le numérique hissé au plus haut niveau de l'État** — Cinq ans après la première étincelle, Bangui redevient un lieu central dans l'évolution du projet. En 2017, les réflexions sur la valorisation des ressources naturelles rencontrent désormais celles portant sur les technologies numériques et les nouvelles formes de gouvernance des actifs. Le sujet n'est plus seulement débattu entre experts ou praticiens du développement. Il atteint progressivement le niveau des plus hautes autorités de l'État. Cette évolution marque une étape importante. Pour la première fois, la transformation

numérique des ressources naturelles est envisagée non comme une expérimentation technologique isolée mais comme un élément potentiel d'une stratégie nationale de développement.

### **La souveraineté numérique comme prolongement de la souveraineté économique**

— Une idée devient alors centrale : la souveraineté économique ne peut être durablement assurée sans une forme de souveraineté numérique. Si les ressources naturelles doivent devenir des actifs stratégiques, leur identification, leur certification, leur gestion et leur valorisation nécessitent des infrastructures d'information fiables. Or celui qui contrôle l'information contrôle souvent une partie de la valeur. Cette prise de conscience conduit à élargir le concept de souveraineté. Il ne s'agit plus uniquement de maîtriser les ressources physiques mais également les systèmes numériques qui permettent de les représenter, de les administrer et de les intégrer dans les mécanismes économiques contemporains.

### **Sécuriser avant de digitaliser**

— Cette période est également marquée par une prudence méthodologique importante. L'objectif n'est pas de numériser des ressources pour suivre une mode technologique. Avant toute digitalisation, il faut sécuriser les fondements mêmes du système. Les droits de propriété doivent être clarifiés, les ressources identifiées, les mécanismes de gouvernance définis et les procédures de certification établies. La technologie ne peut intervenir qu'à partir du moment où les actifs qu'elle représente sont eux-mêmes clairement reconnus. Cette exigence de rigueur contribuera plus tard à distinguer profondément l'approche développée autour de WinstantGold de nombreuses initiatives purement spéculatives apparues dans l'univers blockchain.

### **De la mine au marché**

— Les travaux conduisent progressivement à concevoir une chaîne complète de création de valeur. La réflexion ne porte plus uniquement sur l'extraction des ressources mais sur l'ensemble de leur parcours économique. De la mine au marché, en passant par la certification, la gouvernance, la traçabilité et la valorisation financière, chaque étape doit être intégrée dans une architecture cohérente. Cette approche systémique constitue l'une des principales innovations de la démarche. Elle permet de dépasser la logique traditionnelle selon laquelle la ressource quitte rapidement le territoire sans que l'ensemble des mécanismes créateurs de valeur puissent être maîtrisés par le pays qui la possède.

### **La naissance de WinstantGold**

— C'est dans ce contexte que naît WinstantGold. Créé en septembre 2017, le projet constitue la rencontre entre plusieurs années de réflexion sur la souveraineté économique, les ressources naturelles et les nouvelles infrastructures numériques. Contrairement à certaines interprétations simplificatrices, WinstantGold n'est pas conçu comme une cryptomonnaie ou un produit financier autonome. Il apparaît comme un laboratoire destiné à explorer la manière dont les technologies numériques peuvent contribuer à la valorisation raisonnée des ressources naturelles et au renforcement de la souveraineté économique. Son originalité réside précisément dans cette filiation directe avec les travaux engagés depuis Bangui 2012.

### **Le passage du PPV2RN à l'instrument numérique**

— Avec WinstantGold, les PPV2RN franchissent une étape décisive. Les principes élaborés au cours des années précédentes trouvent désormais un support technologique capable de renforcer leur mise en œuvre. Les notions de traçabilité, de certification, de gouvernance des actifs et de création de valeur peuvent être intégrées dans une infrastructure numérique cohérente. Le projet reste encore en phase de maturation, mais ses fondations sont désormais clairement établies. Pour la première fois, les ressources naturelles, la

souveraineté économique et les technologies numériques sont réunies dans un même cadre stratégique. Cette convergence ouvrira quelques années plus tard la voie aux expérimentations conduites en République démocratique du Congo et à l'intégration de WinstantGold dans le programme national AXIS.

## **Conclusion — Vingt années pour construire une même réponse**

**De Blockchain for Good à Bangui** — Les 4 et 8 juin 2026, la participation d'Hervé Lacorne aux journées Blockchain for Good à Paris pourrait donner l'impression que l'histoire de WinstantGold appartient avant tout au monde de la blockchain et de l'innovation numérique. Pourtant, le chemin parcouru raconte exactement l'inverse. La blockchain apparaît à la fin du processus et non à son commencement. Pour comprendre l'origine réelle du projet, il faut quitter les conférences internationales sur les technologies émergentes et revenir dans le jardin d'une résidence présidentielle à Bangui en 2012. C'est là qu'une réflexion sur le financement du développement africain s'est progressivement transformée en interrogation sur les ressources naturelles, puis sur la souveraineté économique, avant de rencontrer plusieurs années plus tard les opportunités offertes par le numérique.

**Pourquoi WinstantGold n'est pas l'œuvre d'un entrepreneur isolé** — Comme beaucoup d'innovations visibles, WinstantGold pourrait être présenté à travers le parcours d'un seul entrepreneur ou d'une seule entreprise. Une telle lecture serait pourtant incomplète. Le projet est le résultat d'une construction collective qui associe des acteurs issus d'univers différents : responsables politiques, experts du développement, institutions publiques, spécialistes de l'économie, praticiens de terrain et entrepreneurs du numérique. Les contributions d'Élie Doté et d'Hervé Lacorne occupent naturellement une place centrale dans cette histoire, mais elles s'inscrivent elles-mêmes dans une réflexion beaucoup plus ancienne initiée dans le cadre des programmes de développement soutenus par les Nations Unies. WinstantGold est moins le produit d'une invention isolée que le point de convergence de plusieurs expériences accumulées pendant près de deux décennies.

**Une construction collective sur près de vingt années** — Lorsqu'on retrace le fil des événements, une continuité remarquable apparaît. Les premières réflexions naissent dans le contexte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Elles se poursuivent à travers le mouvement Sport for Development and Peace et les expérimentations menées au bénéfice des communautés de base. Elles rencontrent ensuite les limites des mécanismes traditionnels de financement international avant de déboucher sur les échanges fondateurs de Bangui. Viennent alors les Programmes Présidentiels de Valorisation des Ressources Naturelles, leur évolution vers les PPV2RN, l'intégration progressive des dimensions financières, puis la rencontre avec les technologies numériques. Chaque étape répond aux questions laissées ouvertes par la précédente. Rien n'est apparu soudainement ; tout s'est construit progressivement au fil des expériences, des réussites, des échecs et des rencontres.

**Des OMD à AXIS : une même question demeurée intacte** — Derrière la diversité des projets, des pays et des périodes traversées, une question fondamentale est restée la même depuis le début des années 2000. Comment permettre aux communautés de base africaines de bénéficier durablement des richesses de leur propre territoire ? Au départ, cette interrogation concernait le financement d'infrastructures sportives, éducatives ou sociales. Puis elle s'est élargie aux mécanismes de financement du développement, à la valorisation des ressources naturelles et à la souveraineté économique des États. Aujourd'hui, elle se prolonge avec WinstantGold et le programme national AXIS développé en République démocratique du Congo sous le haut patronage du Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Les outils ont changé. Les concepts se sont enrichis. Les technologies se sont transformées. Mais la question centrale demeure intacte : comment faire en sorte que les ressources africaines servent d'abord le développement des populations africaines ? C'est cette continuité

qui relie les OMD, les ODD, les PPV2RN, WinstantGold, AXIS et désormais Blockchain for Good dans une même histoire.